

Social Habitualization of Wastewater Disposal Practices in Ivorian Public Spaces: The Case of Yamoussoukro

Habitualisation sociale des pratiques d'évacuation des eaux usées dans l'espace public ivoirien : le cas de Yamoussoukro

N'Goran Pascal Adje

Article history:

Submitted: July 13, 2026

Revised: July 27, 2026

Accepted: Aug. 2, 2026

Keywords:

Social habituation, wastewater, social norms, public space, Yamoussoukro

Mots clés :

Habitualisation sociale, eaux usées, normes sociales, espace public, Yamoussoukro

Abstract

Discharging wastewater into public spaces is a common practice in several Ivorian cities, despite its health and environmental implications. This article analyzes the social mechanisms that foster the legitimization and social habituation of this practice in Yamoussoukro. The study is based on qualitative research conducted with 180 individuals from six neighborhoods representing the city's residential, economic, and evolving areas. Data were collected through semi-structured interviews to gather their perceptions, experiences, and practices regarding the subject of the study. The results show that inadequate sanitation infrastructure and household economic constraints drive the reliance on informal wastewater disposal. They also reveal that the lack of sanctions, the collective normalization of behaviors, and their sociocultural transmission contribute to their acceptance and perpetuation. The article concludes that informal wastewater disposal in public spaces is not merely a matter of material constraints but is also part of a social construction process rooted in mechanisms of normalization, legitimization, and sociocultural transmission. Consequently, improving urban sanitation requires not only infrastructure investment but also efforts to raise awareness and transform social norms regarding the use of public space.

Résumé

Le rejet des eaux usées dans les espaces publics constitue une pratique courante dans plusieurs villes ivoiriennes, malgré ses implications sanitaires et environnementales. Cet article analyse les mécanismes sociaux qui favorisent la légitimation et l'habituation de cette pratique à Yamoussoukro. L'étude repose sur une enquête qualitative menée auprès de 180 personnes issues de six quartiers représentant les zones résidentielles, économiques et évolutives de la ville. Les données ont été collectées à l'aide d'entretiens semi-dirigés afin de recueillir leurs perceptions, leurs expériences et leurs pratiques en lien avec l'objet de l'étude. Les résultats montrent que l'insuffisance des infrastructures d'assainissement et les contraintes économiques des ménages favorisent le recours à l'évacuation informelle des eaux usées. Ils révèlent également que l'absence de sanctions, la normalisation collective des comportements et leur transmission socioculturelle contribuent à leur acceptation et à leur reproduction. L'article conclut que l'évacuation informelle des eaux usées dans l'espace public ne relève pas uniquement de contraintes matérielles, mais s'inscrit également dans un processus de construction sociale fondé sur des mécanismes de normalisation, de légitimation et de transmission socioculturelle. Dès lors, l'amélioration de l'assainissement urbain nécessite non seulement des investissements infrastructurels, mais aussi des actions de sensibilisation et de transformation des normes sociales relatives à l'usage de l'espace public.

Uirtus © 2026

This is an open access article under CC BY 4.0 license

Corresponding author:

N'Goran Pascal Adje,

Université Félix Houphouët-Boigny

E-mail: adngopas@yahoo.fr

<https://orcid.org/0009-0008-5745-419X>

Introduction

Capitale politique de la Côte d'Ivoire, Yamoussoukro à l'instar des autres villes du pays, connaît une croissance spatio-démographique rapide, marquée par l'émergence de nouveaux quartiers et une extension urbaine rapide. Initialement constituée de trois villages noyaux, la ville s'est progressivement étendue jusqu'à englober les villages périphériques. Ce développement a été accompagné d'importants investissements publics visant à renforcer son image de capitale, à travers la réalisation d'infrastructures emblématiques et d'équipements socio-économiques, tels que l'Hôtel Président, la Basilique Notre-Dame de la Paix et divers ouvrages d'assainissement. Cependant, ce paysage urbain, marqué par de fortes ambitions de modernité, contraste avec la persistance de pratiques quotidiennes qui échappent aux normes formelles de gestion urbaine.

Toutefois, en dépit de ce dynamisme spatio-démographique et de son statut de capitale politique, la ville présente encore une dualité marquée, oscillant entre des caractéristiques modernes et des traits d'allure rurale. Cette situation se manifeste notamment par la persistance de pratiques informelles d'évacuation des eaux ménagères, caractérisées par des rejets directs dans les rues, les caniveaux et divers espaces publics. Bien qu'elles contreviennent aux normes d'hygiène, d'assainissement et d'urbanisme, ces pratiques demeurent fréquentes et tendent à se diffuser dans de nombreux quartiers de la ville.

Souvent interprétées comme de simples réponses à un déficit d'infrastructures ou à l'inefficacité des services publics, ces pratiques révèlent en réalité des dynamiques sociales plus complexes. Elles traduisent une forme d'appropriation pragmatique de l'espace urbain, entendue comme l'ensemble des usages quotidiens par lesquels les habitants mobilisent et transforment leur environnement afin de répondre à leurs besoins immédiats, en dehors ou en marge des prescriptions institutionnelles. Ces pratiques s'inscrivent dans des logiques d'adaptation face à des contraintes de nature diverse : des contraintes matérielles, liées à l'insuffisance ou au mauvais état des infrastructures d'assainissement et à la précarité de l'habitat ; des contraintes institutionnelles, résultant de la faiblesse des dispositifs de contrôle, de l'insuffisance des services publics et de l'application limitée des réglementations ; enfin, des contraintes sociales, renvoyant aux habitudes, aux normes locales, aux représentations des populations ainsi qu'aux arbitrages économiques qui orientent les comportements quotidiens (Jaglin, 2005 ;

Simone, 2004 ; Coutard & Rutherford, 2015). Dans cette perspective, l'espace public urbain ne peut être compris comme un simple cadre physique ou technique, mais comme une production sociale, c'est-à-dire comme le produit d'interactions, de rapports de pouvoir, de pratiques quotidiennes et de représentations symboliques (Löw 88). L'espace public ne se réduit donc pas à un simple espace de rencontre, mais un espace d'usage domestique, un lieu de gestion ordinaire des déchets liquides, et parfois un support d'expression d'une urbanité populaire, fondée sur la débrouille et l'autonomie (Lefebvre 21).

Dans ce contexte, les caniveaux, les trottoirs, voire les abords des habitations peuvent être considérés comme des « marges fonctionnelles », au sein desquelles se négocient quotidiennement des compromis entre nécessité matérielle, normes sociales implicites et désengagement partiel de l'État (Tiana 28). Ces espaces incarnent ainsi des formes de territorialisation informelle, où les logiques de cohabitation, d'adaptation et de tolérance viennent pallier l'absence de régulation institutionnelle stricte (Darbon 170). Un tel constat invite à dépasser une lecture techniciste du phénomène. L'évacuation informelle des eaux usées doit être abordée comme un fait social total, mobilisant à la fois des dimensions matérielles, symboliques, culturelles et politiques (mauss 86). Comprendre ces pratiques suppose donc d'interroger les représentations collectives, les normes intériorisées, les logiques d'habitation et les formes de tolérance sociale qui en assurent la légitimité quotidienne.

C'est dans cette perspective que nous proposons d'analyser le cas de Yamoussoukro, capitale politique de la Côte d'Ivoire. Le choix de cette ville se justifie par sa trajectoire urbaine singulière. Contrairement à d'autres villes ivoiriennes, dont la croissance est principalement portée par la dynamique économique ou industrielle, Yamoussoukro s'est développée sous l'impulsion d'une volonté politique de faire émerger une capitale dotée d'infrastructures modernes et d'équipements emblématiques. Toutefois, cette modernisation s'est opérée sur un territoire issu de villages préexistants, dont les formes d'occupation de l'espace, les modes d'habiter et certaines pratiques sociales demeurent fortement ancrés dans les quartiers périphériques. Cette coexistence entre un urbanisme planifié et des logiques sociales héritées du monde rural fait de Yamoussoukro un terrain d'analyse particulièrement pertinent pour comprendre les interactions entre infrastructures, pratiques

quotidiennes et modes de gouvernance urbaine.

Cette configuration renvoie au concept de rurbanité, mobilisé pour désigner l'imbrication de caractéristiques urbaines et rurales au sein d'un même espace. Plus qu'une simple juxtaposition, la rurbanité traduit la coexistence et l'articulation de normes, de pratiques et de représentations parfois contradictoires en matière d'occupation de l'espace et de gestion des ressources domestiques. Dans le cas de Yamoussoukro, cette notion permet d'éclairer la persistance de pratiques informelles d'assainissement au sein d'une ville pourtant dotée d'infrastructures modernes, en montrant que les comportements des habitants résultent autant des héritages socio-spatiaux que des conditions contemporaines de gestion urbaine (Simone 102).

Cette double réalité spatiale et sociale influe directement sur les modes d'utilisation de l'espace public, notamment en matière de gestion des eaux usées. Les normes d'hygiène, ou encore les modes d'évacuation domestique, sont ainsi guidés par des comportements culturels ruraux, perpétués dans un contexte urbain peu régulé. Dans cette perspective, cet article vise à analyser les mécanismes sociaux qui contribuent à la légitimation des pratiques informelles d'évacuation des eaux usées dans l'espace public à Yamoussoukro. Il repose sur l'hypothèse selon laquelle ces pratiques ne relèvent pas uniquement d'un déficit d'infrastructures ou de la défaillance des services publics, mais s'inscrivent dans des logiques sociales, culturelles, économiques et institutionnelles qui les rendent socialement acceptables, les reproduisent et les inscrivent durablement dans les usages quotidiens de l'espace urbain.

Pour mettre cette hypothèse à l'épreuve, l'étude poursuit trois objectifs opérationnels. Le premier consiste à analyser les processus de construction sociale des pratiques informelles d'évacuation des eaux usées ainsi que les représentations que les habitants en développent. Le deuxième vise à identifier les logiques sociales, culturelles, économiques et institutionnelles qui favorisent leur maintien, leur acceptation ou leur invisibilisation dans l'espace urbain. Le troisième a pour objectif d'examiner ce que ces pratiques révèlent des rapports qu'entretiennent les citoyens avec l'espace urbain, les normes d'hygiène et d'assainissement, ainsi que les formes d'autorité et de régulation publique.

Afin de répondre à ces objectifs, cet article s'appuie sur une enquête de terrain menée dans six quartiers de Yamoussoukro, choisis de manière à rendre compte de la diversité des configurations urbaines de la ville. L'étude

a mobilisé un échantillon de 180 enquêtés, répartis entre les chefs de ménage et les acteurs économiques, à raison de 30 personnes par quartier. Les modalités de sélection des quartiers, de constitution de l'échantillon et de collecte des données sont présentées dans la section méthodologique.

2. Méthodologie

2.1. Site et échantillon de l'étude

Conformément à l'objet de cette recherche, la ville de Yamoussoukro constitue le site de l'étude. Située au centre de la Côte d'Ivoire, à environ 230 km au nord d'Abidjan, elle compte dix-sept (17) quartiers répartis selon trois principaux types d'habitat : économique, évolutif et résidentiel. Afin de prendre en compte cette diversité urbaine, deux quartiers ont été sélectionnés dans chacune de ces catégories, soit un total de six (06) quartiers ayant fait l'objet de l'enquête (Tableau 1). Ce choix vise à comparer les pratiques d'évacuation des eaux usées dans des contextes urbains présentant des niveaux d'équipement, des formes d'habitat et des dynamiques socio-spatiales différenciés.

Tableau 1 : quartiers enquêtés

Type d'habitat	Quartiers	Quartiers enquêtés
Résidentiel	- 220 logements - 100 logements - 33 logements - 80 logements - Riviera - Millionnaire - Sopim - CAFOP	- Millionnaire - Sopim
Evolutif	- Nanan - Morofé, - Thérèse - Assabou	- Assabou, - Morofé
Economique	- Kokrenou - Dioulakro - Habitat - N'zuéssi	- Dioulakro - Habitat - Kokrenou

Le choix des ménages et des individus enquêtés a été effectué en l'absence d'une base de sondage exhaustive permettant un tirage probabiliste. L'étude a ainsi porté sur un effectif de 180 enquêtés, répartis entre les chefs de ménage et les acteurs économiques, à raison de trente (30) personnes par quartier. Cet effectif a été retenu conformément au protocole d'échantillonnage adopté dans le cadre de cette recherche.

2.2. Technique de collecte de données

La recherche documentaire, l'observation directe et l'entretien ont été les techniques utilisées pour la collecte des informations. La recherche documentaire a été une composante essentielle et importante des procédés d'investigation utilisés dans le cadre de cette étude. Constituée essentiellement de documents écrits, elle s'est effectuée durant tout le long de l'étude et a porté sur une littérature aussi riche que diversifiée. Elle s'est orientée, d'une part, vers des ouvrages généraux et spécialisés traitant des questions théoriques sur l'assainissement et d'autre part, des articles, des revues, des thèses et mémoires d'étudiants ayant un rapport apparent avec le sujet. Les sources documentaires utilisées sont issues des bibliothèques, en particulier celles de l'IES et de l'IRD, ainsi que de moteurs de recherche en ligne, notamment Google. Cette recherche documentaire a permis de saisir, non seulement, les enjeux de l'assainissement urbain, mais aussi et surtout savoir comment les autres chercheurs ont abordé le sujet traité. Cela a servi de concevoir, sur la base d'une analyse critique, l'armature théorique de notre problématique y compris les questions de recherche.

L'observation directe constitue, tout comme la recherche documentaire, un outil essentiel de recueil de données nécessaire à la compréhension et à l'analyse du problème à étudier. Elle a permis d'être, non seulement présent sur le terrain mais aussi attentif à toutes situations liées au sujet. L'observation directe s'est avérée une étape importante à deux niveaux : au niveau du champ spatial des localités visitées et ensuite au niveau des aspects socio-comportementaux liés aux usages des eaux usées. Cette étude est fondée sur des données recueillies sur le terrain, complétées par celles des documents consultés. Il s'agit de l'enquête de terrain à l'aide d'un guide d'entretien qui a duré environ un mois (du 15 septembre au 20 octobre 2021). L'enquête par entrevue semi-dirigée a été réalisée avec les ménages des différents quartiers retenus pour l'enquête, à l'aide d'un guide d'entretien. Les questions abordées

tournaient autour des sujets suivants :

- Production et gestion des eaux usées ;
- Motivation des pratiques d'évacuation d'eau usée ;
- Perception des pratiques ;
- Rapport avec les autorités.

3. Résultats

1. Le déficit d'infrastructures d'assainissement et les contraintes économiques comme moteurs du rejet des eaux usées dans l'espace public

L'analyse des entretiens avec les ménages met en évidence le rôle central des contraintes matérielles, et économiques dans le recours aux pratiques informelles d'évacuation des eaux usées à Yamoussoukro. Toutefois, ces pratiques ne se manifestent pas de manière uniforme dans l'ensemble de la ville. Elles varient selon les configurations urbaines des quartiers étudiés, notamment entre les quartiers périphériques ou évolutifs et les quartiers résidentiels bénéficiant d'un niveau d'équipement plus élevé.

Dans les quartiers périphériques et évolutifs tels que Kokrenou et Morofé extension, les rejets directs des eaux ménagères dans l'espace public s'expliquent principalement par l'insuffisance des infrastructures d'assainissement. Les ménages interrogés évoquent l'absence de caniveaux fonctionnels, le manque de réseaux de drainage ou l'inexistence de dispositifs collectifs de gestion des eaux usées, comme les réseaux d'égouts, les stations d'épuration, etc. dans ces conditions, les rues constituent comme les seules exécutoires disponible pour évacuer les eaux usées des ménages. En l'absence de dispositifs permettant une évacuation organisée, les rues, les espaces non bâtis et les abords des concessions deviennent des lieux de rejet privilégiés. Une enquêtée de Morofé extension explique cette situation en ces termes : « Notre quartier est récent, il n'existe aucun réseau d'assainissement, nous déversons donc les eaux usées derrière les concessions ou dans la rue, c'est la seule possibilité qui nous reste ». Cette déclaration montre que le rejet dans l'espace public n'est pas toujours perçu comme un choix volontaire, mais comme une réponse pratique face à l'absence d'alternatives accessibles.

Dans ces types de quartiers dits « périphériques ou évolutifs », qu'il s'agisse de l'eau issue de la vaisselle, de la lessive ou souvent des toilettes, la majorité des ménages déclare la rejeter directement « dehors », sans que cela

soit perçu comme problématique. Ainsi, déclare cette dame de Morofé extension : « notre quartier est récent, il n'existe aucun réseau d'assainissement, nous déversons donc les eaux usées derrière les concessions ou dans la rue, c'est la seule possibilité qui nous reste ». Cette situation renvoie aux difficultés d'adaptation des infrastructures urbaines face à la croissance démographique et à l'extension spatiale des villes africaines. En effet, quand l'urbanisation rapide dépasse les capacités d'aménagement des collectivités locales, les populations développent des modes de gestion alternatifs des déchets liquides qui s'inscrivent progressivement dans les pratiques quotidiennes. Au-delà du déficit infrastructurel, les contraintes économiques des ménages apparaissent comme un facteur déterminant. Des ménages ont souligné l'incapacité financière à construire ou entretenir des puisards, ou autres dispositifs individuels d'assainissement. Ainsi comme le dit cette dame : « nous n'avons pas de système d'évacuation d'eau usées, nous n'avons pas aussi les moyens pour construire une fosse ou un puisard ». La précarité économique conduit donc les populations à privilégier des solutions peu coûteuses.

2. L'absence de sanctions comme légitimation de l'évacuation informelle des eaux usées

Dans un contexte marqué par l'insuffisance ou la défaillance des infrastructures d'assainissement, l'absence de contrôle institutionnel, notamment de la part des autorités locales, contribue à la normalisation progressive des pratiques informelles d'évacuation des eaux usées dans les espaces publics. En effet, lorsque ces comportements ne font pas l'objet d'une régulation régulière, ils tendent à s'inscrire durablement dans les pratiques quotidiennes des habitants et à être perçus comme des modes ordinaires de gestion des eaux domestiques.

Selon un enquêteur du quartier Millionnaire à Yamoussoukro, ancien agent municipal à la retraite : « Si les pratiques d'évacuation des eaux usées dans les espaces publics persistent, c'est parce qu'elles ne sont ni sanctionnées, ni régulées de manière systématique ». Cette perception est partagée par plusieurs habitants qui déclarent n'avoir jamais été interpellés par les services municipaux ou les structures chargées de l'assainissement. Un autre enquêteur affirme ainsi : « Il n'y a personne qui vient dire quoi que ce soit, chacun fait comme il peut ». L'absence d'intervention institutionnelle contribue donc à un processus d'habitualisation des pratiques. Celles-ci cessent progressivement

d'être perçues comme des comportements exceptionnels ou transgressifs pour devenir des réponses ordinaires aux contraintes rencontrées par les ménages. La tolérance sociale et institutionnelle participe ainsi à leur reproduction, dans la mesure où les habitants développent des arrangements pratiques pour gérer leurs eaux usées en fonction des ressources disponibles.

Cette situation ne traduit pas simplement une persistance de pratiques héritées des espaces ruraux. Elle renvoie davantage à une forme de rurbanité, dans laquelle des manières d'habiter et de gérer l'espace issues de trajectoires villageoises se recomposent dans un environnement urbain soumis à des contraintes spécifiques. À Yamoussoukro, la coexistence entre une ville planifiée, dotée d'infrastructures symboliques, et des quartiers périphériques confrontés à des insuffisances d'équipement favorise le maintien de pratiques informelles adaptées aux réalités locales.

Ces comportements peuvent également être analysés à travers la notion d'« urbanité ordinaire » (Simone 85), qui met en évidence les arrangements quotidiens, les logiques de débrouille et les formes d'utilisation flexible des ressources urbaines par les populations. Dans ce contexte, l'espace public n'est plus uniquement considéré comme un espace collectif réglementé, mais devient également une ressource mobilisée par les habitants pour répondre à leurs besoins domestiques face aux limites des dispositifs institutionnels.

3. La normalisation collective des pratiques d'évacuation d'eau dans les espaces publics

Les données d'enquête, aussi bien dans les quartiers résidentiel, évolutif ou économique, démontrent que l'évacuation des eaux usées dans les espaces publics (rues, caniveaux, etc.) est une pratique profondément intégrée dans la routine domestique des ménages. Qu'il s'agisse de l'eau issue de la vaisselle ou des toilettes (dans les quartiers évolutifs comme Assabou et morofé et économiques comme Dioulakro, habitat) et de la lessive (dans pratiquement tous les quartiers, même ceux résidentiels) la majorité des enquêtés déclarent la rejeter dans les caniveaux ou directement sur la voie publique, sans que cela soit perçu comme une gêne.

Certains justifient cette pratique par des motifs fonctionnels (« les système d'évacuation sont bouchés », « les fosses se remplissent vite », « il n'y a pas de caniveaux », « on n'a pas les moyens », « il n'existe aucun réseau

d'assainissement »), mais d'autres la considèrent tout simplement comme normale : « on a toujours fait comme ça », tout le monde le fait et personne ne se plaint », « tout le voisinage fait pareil », « cette pratique existe depuis que le quartier a été créé », « personne ne considère cela comme un problème grave ». Ces discours mettent en lumière un processus de normalisation de la pratique, malgré les perceptions peu contrastées des risques liés à l'acte d'évacuer l'eau usée dans l'espace public. En effet, la majorité des enquêtés évoque les conséquences sanitaires et environnementales de cette pratique, notamment la présence des moustiques, les mauvaises odeurs, l'insalubrité du cadre de vie, etc. C'est cet acte d'habitualisation classique qui est théorisé par Berger et Luckmann (115) pour qui « la répétition d'une action dans un contexte social donné tend à la stabiliser, à la rendre évidente, voire à l'inscrire dans l'ordinaire ». Ce qui conduit à dire que l'usage répété et partagé de l'espace public comme lieu d'évacuation des eaux usées contribue à en faire une norme implicite, socialement tolérée et rarement remise en question.

Les données d'enquête montrent que, dans les différents types de quartiers étudiés (résidentiels, évolutifs et économiques), l'évacuation des eaux usées dans les espaces publics (rues, caniveaux, espaces non aménagés) constitue une pratique largement intégrée aux routines domestiques des ménages. Les modes de rejet varient toutefois selon les caractéristiques des quartiers. Dans les quartiers évolutifs, notamment Assabou et Morofé, ainsi que dans certains quartiers économiques comme Dioulakro et Habitat, les eaux issues de la vaisselle, de la lessive et parfois des toilettes sont fréquemment déversées dans les caniveaux, les rues ou les espaces situés à proximité des habitations. Dans les quartiers résidentiels, où les équipements sont généralement plus présents, certains rejets, notamment ceux liés aux activités domestiques comme la lessive, persistent également dans certains espaces publics.

Cette diversité des situations montre que le rejet des eaux usées ne relève pas uniquement d'une absence d'équipements, mais s'inscrit également dans des habitudes progressivement construites et partagées. L'observation répétée d'un même comportement dans l'environnement immédiat contribue à son acceptation sociale : lorsque les habitants voient leurs voisins adopter quotidiennement ces pratiques sans réaction institutionnelle ou sociale significative, celles-ci tendent à être perçues comme des comportements ordinaires et légitimes.

Les justifications recueillies auprès des enquêtés renvoient à plusieurs registres explicatifs. Certains ménages évoquent des contraintes fonctionnelles liées aux limites des dispositifs existants : « les systèmes d'évacuation sont bouchés », « les fosses se remplissent vite », « il n'y a pas de caniveaux » ou encore « il n'existe aucun réseau d'assainissement ». D'autres mettent en avant des contraintes économiques : « on n'a pas les moyens » pour construire ou entretenir des dispositifs individuels adaptés. Enfin, certains discours traduisent une forme d'acceptation sociale de la pratique : « on a toujours fait comme ça », « tout le monde le fait et personne ne se plaint », « tout le voisinage fait pareil » ou encore « cette pratique existe depuis que le quartier a été créé ». Ces discours révèlent un processus de normalisation des pratiques d'évacuation informelle des eaux usées. La répétition quotidienne de ces comportements, leur visibilité dans l'espace public et leur reproduction par plusieurs ménages contribuent à leur transformation en normes implicites. Autrement dit, une pratique initialement liée à des contraintes matérielles ou économiques peut progressivement devenir une manière ordinaire d'utiliser l'espace urbain.

Cette normalisation ne signifie toutefois pas que les habitants ignorent les conséquences négatives de ces pratiques. La majorité des enquêtés reconnaît les risques sanitaires et environnementaux associés aux rejets d'eaux usées dans l'espace public, notamment la prolifération des moustiques, les mauvaises odeurs, les eaux stagnantes, l'insalubrité du cadre de vie et les risques de maladies. Il existe donc un décalage entre la connaissance des effets négatifs et le maintien des pratiques, expliqué par leur inscription dans les habitudes quotidiennes et les contraintes auxquelles les ménages sont confrontés. Ce processus correspond à l'« habitude » théorisée par Berger et Luckmann (115), selon lesquels « la répétition d'une action dans un contexte social donné tend à la stabiliser, à la rendre évidente, voire à l'inscrire dans l'ordinaire ». Ainsi, l'usage répété et partagé de l'espace public comme lieu d'évacuation des eaux usées participe à la construction d'une norme implicite, socialement tolérée et rarement remise en question par les habitants eux-mêmes.

4. Transmission socio-culturelle de la pratique d'évacuation d'eau usée dans les espaces publics

Au-delà des contraintes matérielles (moyens financiers et infrastructures) et

de l'absence de sanctions, les discours des enquêtés indiquent également que ces pratiques sont souvent héritées, observées dès l'enfance, et rarement remises en cause à l'âge adulte. Comme l'indique cette jeune dame lessiveuse : « c'est dans la rue que nous déversons toujours l'eau lorsque nous lavons les habits. Même les parents font la même chose ». Ces pratiques sont particulièrement visibles dans les quartiers périphériques et populaires à forte coloration rurale, où les usages de l'espace urbain conservent des traits issus des pratiques villageoises, moins régulées par des normes formelles. Cela est confirmé par cette dame de la soixantaine : « dans les villages où, il n'y a pas de caniveaux, tout le monde déverse l'eau de la vaisselle, de la lessive et autre au dehors, derrière la maison, et cela n'a jamais gêné ». Cette situation illustre, la continuité culturelle entre ruralité et urbanité, et confirme l'idée que la rurbanité produit des formes hybrides d'usage de l'espace, marquées par une faible différenciation entre espaces privés, semi-publics et publics (Löw 86). Ce qui renforce les logiques d'habituation : l'espace public devient une extension fonctionnelle du foyer, un lieu d'usage collectif qui échappe à la normativité institutionnelle.

Le rejet de l'eau usée dans la rue est dans ce contexte le fruit d'une socialisation continue, qui forge des représentations spécifiques de la ville, de la propreté, de l'espace public et du rôle de l'État. Cela rejoint la notion d'habitus développée par Bourdieu, selon laquelle les dispositions à agir sont incorporées très tôt et tendent à se reproduire de manière inconsciente. Selon les approches de cet auteur, les individus reproduisent des pratiques qu'ils ont intégrées au cours de leur socialisation et qu'ils considèrent comme naturelles (Bourdieu 143). Dans le cas des quartiers de Yamoussoukro, l'évacuation des eaux usées dans l'espace public apparaît comme une pratique incorporée et routinière au sein de nombreux ménages.

Les entretiens révèlent clairement qu'il s'agit d'un mécanisme de reproduction intergénérationnelle. Les plus âgés affirment que c'est une pratique qui existe depuis longtemps, à la création des quartiers et vécu dès leur enfance dans les villages et que les plus jeunes générations reproduisent les comportements observés dans leur environnement familial et communautaire.

Dans cette perspective, nous pouvons dire que les pratiques d'évacuation d'eau usées dans les rues ne sont pas uniquement des réponses techniques à des problèmes matériels ; mais sont aussi des constructions

sociales transmises de génération en génération. Des études africaines sur les comportements environnementaux montrent les normes collectives influencent fortement les conduites individuelles. Lorsque la majorité des habitants un comportement donné, celui-ci tend à être perçu comme acceptable, même lorsqu'il produit des nuisances reconnues par la communauté.

Mais ces pratiques mettent en évidence des formes d'appropriation symbolique de la ville qui se dessinent. Dans ce contexte, l'espace est constitué par des configurations relationnelles faites d'interactions, de placements et de perceptions, ce qui souligne son caractère construit et dynamique (Löw 180). Dans ce cadre, les caniveaux, trottoirs et abords de maisons ne sont pas perçus comme des espaces publics au sens juridique, mais comme des espaces de gestion domestique ordinaire, configurés par les pratiques des habitants eux-mêmes. Cela explique leur usage à des fins utilitaires comme l'évacuation de l'eau, sans que cela ne soit vécu comme une déviance. Ainsi, la rue devient non seulement un lieu de passage, mais aussi un espace de vie, un support matériel de la survie urbaine, révélant une forme de créativité sociale dans l'appropriation quotidienne de la ville.

4. Discussion des résultats

4.1. Résultat 1 : Déficit d'infrastructures d'assainissement et difficultés financières des ménages

Les résultats ont d'abord mis en évidence le déficit d'infrastructures d'assainissement comme fondement de l'habitualisation de l'évacuation d'eau usée par les ménages dans les espaces des quartiers de la ville de Yamoussoukro. Ce déficit s'apprécie à travers l'absence, l'insuffisance ou la défaillance des systèmes collectifs ou individuels d'assainissement. Les ménages interrogés ont évoqué l'absence, l'insuffisance des réseaux de drainage ainsi que les difficultés d'accès à des dispositifs adaptés d'évacuation des eaux usées. Ces eaux, selon les cas, proviennent, entre autres, de la cuisine, de la lessive, de la douche.

Ces résultats corroborent les travaux de Kouassi Dongo qui, dans ses travaux de recherche de thèse, montre que les dysfonctionnements des systèmes de drainage et d'assainissement dans les quartiers urbains ivoiriens conduisent les populations à développer des modes informels de gestion des eaux usées. Ainsi, mentionne-t-il : « les déficiences structurelles des réseaux

urbains favorisent le rejet des déchets liquides dans l'environnement des ménages » (Dongo 117). Ces résultats rejoignent également ceux de Pega Tuo dans son étude menée à Abobo-Kennedy. Dans son papier, il souligne que les infrastructures d'assainissement existantes demeurent inadaptées au volume d'eaux usées produit par les ménages, ce qui expose les populations à diverses nuisances environnementales et sanitaires (Tuo 80). Par ailleurs, les difficultés économiques évoquées par certains ménages confirment les conclusions Angoua et Dongo, selon lesquelles le faible niveau de revenu des ménages constitue un obstacle majeur à l'accès à des systèmes d'assainissement améliorés dans les quartiers urbains défavorisés de Côte d'Ivoire (Angoua et Dongo7).

4.2. Résultat 2 : Absence de sanctions

Outre les questions matérielles et financières, les résultats ont aussi montré que l'absence ou la faiblesse du contrôle exercé par les pouvoirs publics favorise l'habituation des pratiques d'évacuation d'eaux usées dans les espaces publics. Ce résultat s'inscrit dans la perspective de plusieurs travaux africains qui soulignent le rôle déterminant de la régulation institutionnelle dans la gestion des questions environnementales.

En Côte d'Ivoire, Tuo Pega observe que : « lorsque les dispositifs de contrôle sont peu visibles ou inefficaces, les populations développent des comportements routiniers qui finissent par être perçus comme des pratiques ordinaires » (Tuo 80). Cette analyse rejoint celle de Coulibaly, Bê Gbon Moussa et al. qui montrent que la faiblesse des mécanismes locaux de contrôle de la gestion des eaux usées contribue à une participation passive des populations et à la persistance des comportements non conformes aux normes d'assainissement. Ainsi, selon eux, l'efficacité de la gouvernance environnementale dépend non seulement de l'existence des règles, mais aussi de leur application effective et de leur contrôle régulier (Coulibaly et al. 60).

Ces résultats confirment donc la théorie de l'habitation développée par Berger et Luckmann. Selon ces auteurs, les comportements répétés dans un contexte d'absence de contrainte institutionnelle finissent par être considérés comme normaux et légitimes (Berger et Luckmann 120). Ainsi, l'absence de contrôle des pouvoirs publics contribue à la banalisation des pratiques d'évacuation anarchique des eaux usées, lesquelles deviennent progressivement des normes sociales locales.

Au regard donc de ces analyses, nous pouvons conclure que l'habitualisation apparaît comme la conséquence d'une défaillance de la régulation publique. En effet, en l'absence de sanctions, de sensibilisation continue et de surveillance effective, les populations reproduisent des comportements qui s'inscrivent durablement dans leurs pratiques quotidiennes, malgré les risques sanitaires et environnementaux qu'ils comportent.

4.3. Résultat 3 : Normalisation de la pratique d'évacuation d'eaux usées dans les espaces publics de Yamoussoukro

La normalisation des pratiques d'évacuation des eaux usées dans les espaces publics peut être appréhendée comme le résultat d'un processus progressif d'adaptation sociale. Ces pratiques ne résultent pas uniquement d'un choix ponctuel des ménages face aux contraintes d'assainissement ; elles s'inscrivent dans des manières de faire qui se construisent, se transmettent et se consolident au fil des expériences quotidiennes. Dans plusieurs villes africaines, l'insuffisance des infrastructures d'assainissement conduit les ménages à développer des solutions alternatives qui, lorsqu'elles se prolongent dans le temps, peuvent devenir des pratiques ordinaires et socialement acceptées.

Selon Quonan Christian Yao-Kouassi et Florent Gohourou, les populations urbaines adoptent des modes de gestion informels des déchets et des eaux usées en réponse aux limites des services publics. Ces pratiques, initialement liées à des contraintes structurelles, tendent progressivement à se diffuser dans l'espace urbain et à acquérir une forme de légitimité sociale (Quonan Christian et Gohourou 132). Dans la même logique, Eliachie Larissa Emeline Angoua et al. montrent que les contraintes d'accès aux services d'assainissement dans les quartiers périurbains d'Abidjan obligent les ménages à recourir à des solutions alternatives individuelles, souvent non conformes aux normes sanitaires, mais progressivement intégrées dans les habitudes quotidiennes.

Dans cette perspective, la normalisation de l'évacuation informelle des eaux usées peut être analysée à travers la notion d'habitus, entendue comme un ensemble de dispositions durables incorporées par les individus au cours de leurs trajectoires sociales. L'habitus ne renvoie pas à une simple reproduction mécanique des comportements observés chez les autres, mais à des manières de percevoir, d'agir et d'évaluer les situations qui deviennent

progressivement évidentes pour les acteurs. Ainsi, lorsque les ménages rejettent quotidiennement leurs eaux usées dans certains espaces et que cette pratique est observée, acceptée et reproduite dans le voisinage, elle finit par être intégrée comme une manière « normale » de gérer les contraintes domestiques. Cette incorporation progressive est également favorisée par les conditions matérielles et institutionnelles dans lesquelles évoluent les populations. Comme le montrent Eliachie Larissa Emeline Angoua et al. (2018 : 8), les difficultés d'accès aux services d'assainissement dans les quartiers périurbains d'Abidjan conduisent les ménages à adopter des solutions alternatives individuelles, parfois non conformes aux normes sanitaires, mais progressivement intégrées aux pratiques quotidiennes.

Dans le cas de Yamoussoukro, les pratiques observées traduisent ainsi une articulation entre contraintes structurelles et dispositions sociales. Les ménages ne considèrent pas nécessairement l'évacuation des eaux usées dans l'espace public comme une infraction, mais comme une réponse ordinaire et incorporée aux réalités de leur environnement. La répétition des gestes, leur transmission au sein des ménages et leur acceptation collective contribuent alors à transformer une pratique initialement liée à des insuffisances urbaines en une norme sociale implicite.

4.4. Résultat 4 : Reproduction sociale de la pratique

La reproduction des pratiques de déversement des eaux usées observée explique le processus d'habituation des comportements d'assainissement au sein des ménages de la ville de Yamoussoukro. En effet, les enquêtes indiquent « avoir fait comme les autres ». Cette situation est analysée par la théorie de l'habitus de Pierre, Bourdieu, selon laquelle les pratiques sociales sont progressivement intériorisées et reproduites comme des manières ordinaires d'agir (Bourdieu 182). De ce point de vue, le déversement des eaux usées apparaît comme une disposition socialement acquise qui structure les comportements quotidiens des populations.

Ce résultat rejoint les travaux de Ibo Guei Jonas et al. sur les pratiques d'assainissement autour de la lagune Aghien en Côte d'Ivoire. Ces auteurs ont montré que les comportements liés à l'assainissement sont fortement influencés par des rapports socioculturels historiquement construits et transmis au sein des communautés (Ibo et al. 130). Les pratiques observées ne sont donc pas uniquement déterminées par des contraintes techniques ou

économiques, mais également par des habitudes profondément enracinées dans les modes de vie locaux.

Il en est de même pour Brou Ahossi Nicolas et al., qui soulignent que certaines pratiques persistent parce qu'elles sont considérées comme normales et socialement acceptables dans l'environnement de vie des individus (Brou et al. 322). Par conséquent, lorsque le déversement des eaux usées est observé quotidiennement par les enfants au sein de leur famille ou de leur quartier, il tend à être perçu comme un comportement légitime et reproduit à l'âge adulte.

Conclusion

Les résultats de l'enquête permettent de mettre en évidence que l'habitualisation des pratiques d'évacuation d'eau usée dans les espaces publics ne se réduit pas à un simple effet de manque d'infrastructures d'assainissement. Elle constitue un phénomène social résultant de l'articulation entre contraintes matérielles, stratégies d'adaptation des ménages, tolérance institutionnelle et formes d'appropriation de l'espace urbain. Dans la perspective développée par Martina Löw, l'espace urbain ne représente pas seulement un cadre physique ; il est également produit par les pratiques, les interactions et les perceptions des acteurs qui l'investissent quotidiennement (Löw 52).

L'analyse révèle que la répétition des gestes, leur observation par les autres habitants et leur absence de remise en cause institutionnelle contribuent progressivement à transformer ces pratiques en normes implicites. Ainsi, l'évacuation informelle des eaux usées n'est pas toujours perçue par les ménages comme une transgression des règles d'hygiène, mais comme une solution ordinaire face aux contraintes rencontrées dans leur environnement quotidien. Cette situation met en évidence la nécessité d'appréhender l'assainissement urbain non seulement comme une question technique, mais également comme un phénomène social reposant sur des représentations, des habitudes et des rapports particuliers à l'espace urbain.

En définitive, l'évacuation informelle des eaux usées dans l'espace public apparaît non seulement comme une réponse à des contraintes infrastructurelles et économiques, mais également comme le produit d'un processus social de construction et de reproduction des pratiques. Sa persistance repose sur des mécanismes de normalisation collective, de légitimation sociale et de transmission socioculturelle qui contribuent à son ancrage dans les habitudes quotidiennes des populations.

Toutefois, cette recherche présente certaines limites. D'une part, l'étude porte sur six quartiers de Yamoussoukro et ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des pratiques d'assainissement observables dans toutes les villes ivoiriennes. D'autre part, les données reposent principalement sur les déclarations des enquêtés et les observations réalisées durant la période d'enquête, ce qui peut limiter l'appréhension de certaines évolutions saisonnières ou de pratiques moins visibles. Des recherches ultérieures pourraient ainsi élargir l'analyse à d'autres contextes urbains et intégrer une observation longitudinale des pratiques.

Au regard des résultats obtenus, l'amélioration de la gestion des eaux usées nécessite une approche combinant plusieurs dimensions. Elle suppose d'abord un renforcement des infrastructures d'assainissement, notamment dans les quartiers périphériques et en extension. Elle implique également une meilleure présence des institutions locales à travers des actions de sensibilisation, de suivi et de régulation adaptées aux réalités sociales des quartiers. Enfin, les politiques publiques gagneraient à considérer les pratiques existantes et les logiques des habitants afin de construire des solutions d'assainissement plus inclusives, associant amélioration des équipements et transformation progressive des normes sociales liées à l'usage de l'espace public.

Œuvres citées

- Angoua, Eliachie Larissa Emeline, et al. « Barriers to Access Improved Water and Sanitation in Poor Peri-Urban Settlements of Abidjan, Côte d'Ivoire ». *PLOS ONE*, vol. 13, no 8, 2018, doi.org/10.1371/journal.pone.0202928.
- Berger, Peter, et Thomas Luckmann. *La Construction sociale de la réalité*. Méridiens Klincksieck, 1986.
- Bourdieu, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Droz, 1972.
- Brou, Ahossi Nicolas, et al. « Perceptions sociales de l'hygiène et de l'assainissement en milieu urbain et rural ivoirien ». *European Scientific Journal*, vol. 14, no 2, 2018, pp. 316-335, doi.org/10.19044/esj.2018.v14n2p316.
- Coulibaly, Bê Gbon Moussa, et al. « Contrôle participatif du management des eaux usées domestiques dans la région de Gbêkê (Côte d'Ivoire) : quand la marginalisation devient un frein ». *Revue Territoires*,

- Environnement et Développement (TED)*, vol. 5, no 1, 2026, pp. 55-63, doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/ted-v5i1.57443.
- Coutard, Olivier, et Jonathan Rutherford. *Beyond the Networked City: Infrastructure Reconfigurations and Urban Change in the North and South*. Routledge, 2015.
- Darbon, Dominique. « Pour une socio-anthropologie de l'administration en Afrique II : retour méthodologique à propos d'un article de Jean-Pierre Olivier de Sardan ». *Politique africaine*, no 96, 2005, pp. 163-176, doi.org/10.3917/polaf.096.0163.
- Dongo, Kouassi. *Analyse des déficiences dans la gestion du drainage urbain et des déchets solides et liquides dans les quartiers précaires de Yopougon (Côte d'Ivoire) : approche cartographie-SIG, modélisation et socio-anthropologie*. Thèse de doctorat, Université de Cocody-Abidjan, 2006.
- Ibo, Jonas, et al. « L'émergence et les perceptions des risques socio-environnementaux liés aux pratiques d'assainissement et aux usages de l'eau sur la lagune Aghien en Côte d'Ivoire ». *African Sociological Review*, vol. 24, no 2, 2022, pp. 119-145.
- Jaglin, Sylvie. *Services d'eau en Afrique subsaharienne : la fragmentation en question*. CNRS Éditions, 2005.
- Lefebvre, Henri. « La production de l'espace ». *L'Homme et la société*, nos 31-32, 1974, pp. 15-32, doi.org/10.3406/homso.1974.1855.
- Löw, Martina. *Sociologie de l'espace*. Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2015.
- Mauss, Marcel. *Essai sur le don*. Presses universitaires de France, 1925.
- Rakoto-Tiana, R. « Pratiques et représentations de l'eau en ville : l'exemple d'Antananarivo ». *Revue Tiers Monde*, no 216, 2013.
- Simone, Abdoumalik. *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*. Duke University Press, 2004.
- Tuo, Péga. « Gestion des eaux usées et nuisances sanitaires dans les cadres de vie des populations d'Abobo Kennedy-Clouetcha (Abidjan, Côte d'Ivoire) ». *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, vol. 1, no 1, 2019, pp. 74-90.

About the Authors

N'Goran Pascal ADJE est maître de conférences en sociologie de l'environnement à l'Université Félix Houphouët-Boigny. Ses recherches,

menées en milieux rural et urbain, portent principalement sur la vulnérabilité et la résilience des populations face aux risques naturels, les comportements des populations face aux enjeux environnementaux liés à l'assainissement du cadre de vie, ainsi que la gouvernance des ressources forestières en Côte d'Ivoire. Il a publié plusieurs articles dans des revues scientifiques spécialisées et participe régulièrement à des colloques internationaux. Parmi ses principales publications figurent « Pratiques sociales de l'agroforesterie paysanne en milieu rural ivoirien : le cas des populations paysannes de Bongouanou (région du Moronou) », publié en avril 2022 dans *Virtus* (vol. 2, n° 1), et « From the Relationship to Nature and Space, Towards the Recomposition of the Social Status of the « Head of the Family » in a Flood Context », publié dans le *Journal of Humanities and Cultural Studies* (Kenya, vol. 4, issue 5).

How to cite this article/Comment citer cet article:

MLA: Adje, N'Goran Pascal. "Social Habitualization of Wastewater Disposal Practices in Ivorian Public Spaces: The Case of Yamoussoukro." *Uirtus*, vol. 6, no. 2, 2026, pp. 323-341, <https://doi.org/10.59384/uirtus.apr2026.n161>.